

EMPLOI

« Tout le monde doit avoir une chance de se relever »

La première Entreprise à but d'emploi des Landes a ouvert ses portes sur la Communauté de communes de Mimizan, estampillée Territoire zéro chômeur longue durée en 2024

Aurélié Champagne
a.champagne@sudouest.fr

Il ne suffit pas de traverser la rue pour trouver du travail. Avant de pouvoir à nouveau signer un CDI, Laurent, 53 ans, a traversé toute la France. Deux fois, en dormant dans sa voiture. Ce Nordiste tombé amoureux des Landes et de Mimizan fait partie des 18 salariés de la première Entreprise à but d'emploi (EBE) du département, Seve 40 (Société des employés volontaires et engagés), qui a ouvert sur le territoire de la Communauté de communes de Mimizan en mai 2025.

Pour eux, l'épilogue inespéré de longues années de chômage. Pour la Communauté de communes de Mimizan, une étape clé du long chemin dans lequel elle s'est lancée en 2021, « pour faire du travail un droit », en partenariat avec l'État, France Travail, le Conseil départemental des Landes et l'Association Entr'Aide Travail du Born, qui porte l'EBE Seve 40. Ce défi a commencé avec la longue marche vers la labellisation Territoire Zéro chômeur longue durée (TZCLD), obtenue en juillet 2024.

Pour célébrer l'ouverture de cette entreprise de l'économie sociale et

solidaire (ESS), une cérémonie était organisée à la Chapelle à la mer de Mimizan, jeudi 15 mai, réunissant les nombreux partenaires de cette expérimentation, qui se sont retroussés les manches et serré les coudes, ces quatre dernières années, pour apporter des solutions aux personnes sans emploi et en fin de droits.

« Personne n'est inemployable »

« Personne n'est inemployable, ce n'est pas le travail qui manque et ce n'est pas l'argent non plus », a rappelé en préambule Henri-Jean Thébaud, le président du Comité local pour l'emploi, créé en 2022 et réunissant les institutions, professionnels de l'emploi, entreprises et volontaires pour structurer le projet de création d'EBE.

Dès 2022, le travail de recensement des activités à développer a commencé. L'idée était de créer des emplois inédits, sans concurrencer les entreprises et services déjà existants : travaux domestiques, petit jardinage, aide administrative, aux courses, réparation de petits et gros électroménager, mais aussi entretien et nettoyage de bâtiments, d'entrepôts et d'espaces verts, distribution d'imprimés, entretien des pistes cyclables, aide à la prépara-



tion d'événements, etc. « C'est un projet de société très innovant qui crée des activités utiles au territoire », a résumé Patrick Dorville, président de l'Association Entr'aide Travail (AET) du Born, basée à Biscarrosse. Voilà trente-et-un ans que l'AET fait de l'insertion son quotidien. « C'est une vraie motivation pour nous de développer ce dispositif, a-t-il indiqué. Il y aura beaucoup d'épreuves à passer, mais j'ai confiance. »

Dix-huit premiers CDI ont été signés, l'objectif étant de monter en puissance avec 70 salariés d'ici deux ans. « On est au tout début, a rappelé Xavier Fortinon, sous sa casquette de président de la communauté de communes. Cette expérimentation est là pour démontrer que tout le

monde peut connaître des échecs et doit avoir la chance de se relever. Ici, on est dans un territoire où l'on est attachés aux valeurs humaines, à démontrer que tout le monde est utile à la société », a-t-il lancé en soulignant l'accompagnement réalisé par France Travail, Tec Ge Coop et « tous les animateurs qui se sont succédé ».

Démarche économique

Reste que pour faire vivre une expérimentation de la sorte, il faut « du sonnant et du trébuchant » et par conséquent « démontrer à tout moment que rémunérer des personnes au travail ne coûte pas plus cher que de les indemniser aux minima sociaux. Le Département a accompagné financièrement cette initiative. Le défi, c'est celui-ci : faire une opé-

ration blanche à la fin », a-t-il conclu. Et de l'avis du nouveau préfet des Landes, Gilles Clavreul, l'insertion par l'économie : « Ça marche. » « Si on fait le bilan des entrants financiers et des résultats, c'est positif. C'est une démarche qui n'est pas caritative, mais économique, tournée vers une forme de modernité et l'idée que nous formons une société. Il n'y a pas de meilleure façon d'utiliser l'argent public. »

Actuellement, le territoire de la Communauté de communes de Mimizan compte 590 chômeurs de plus d'un an, dont 359 de plus de deux ans. « Zéro chômeur, c'est un horizon, il va falloir beaucoup d'efforts collectifs pour y parvenir mais je suis persuadé qu'on va y arriver », a conclu le représentant de l'État.

Le Territoire Zéro chômeur longue durée a vocation à apporter des solutions aux personnes sans emploi et en fin de droits.

ILLUSTRATION SO

Qui sont les employés de l'entreprise à but d'emploi ?

18 anciens chômeurs longue durée ont intégré Seve 40. Quatre d'entre eux évoquent leur parcours

Tout peut basculer du jour au lendemain. Les 18 employés de la première Entreprise à but d'emploi des Landes, Seve 40, qui a ouvert début mai 2025 sur le territoire de la Communauté de communes de Mimizan, les savent mieux que quiconque. Accident de la vie, problèmes de santé ou encore dépression les ont tenus éloignés de l'emploi durant de longues années.

Les voilà aujourd'hui embarqués dans l'expérimentation Territoire Zéro chômeur longue durée menée sur le territoire de la Communauté de communes.

Le 30 avril, ils ont signé un contrat de travail synonyme de dignité retrouvée. Témoignages.

Laurent, 53 ans

« J'ai travaillé pendant vingt ans à la communication d'une mairie dans le Nord, à côté de Valenciennes. Et puis, j'ai eu un accident de parcours, j'ai fait une grosse dépression et j'ai démissionné : tout ce qu'il ne fallait pas faire car à mon âge, pour trouver du travail, c'est compliqué. Je me suis dit : "C'est ici que je veux finir ma vie." Un jour, sur le marché, j'ai vu un stand sur le Territoire zéro chômeur longue durée, j'en ai parlé à ma conseillère France Travail.

Travailler pour moi, c'est retrouver ma dignité. »

Joao, bientôt 53 ans

« J'ai été bûcheron pendant vingt-cinq ans dans les Landes, j'ai dû arrêter en raison de problèmes de santé. Je suis resté plus de huit ans au chômage. J'ai toujours recherché du travail, fait des formations. J'arrive à un âge où c'est plus compliqué, et puis par rapport à mes soucis de santé, on ne voulait pas trop m'embaucher. »

« J'ai participé à cette démarche, ça me plaît parce que ça me permet de travailler à mi-temps par rapport à mes problèmes de santé. Avec les autres collègues, on est tous investis, on voit le bout du chemin. Je suis super content : l'aventure continue. »

Stéphane, 57 ans

« Cela faisait cinq ans que je cherchais du travail. Avant, j'étais vitrier vitrailiste et j'ai été facteur. J'ai dé-

couvert la démarche Territoire zéro chômeur par hasard, en novembre 2022. Je me suis dit que j'allais tenter le coup. »

« J'ai été le tout premier à intégrer la boîte. J'ai participé aux comités locaux d'entreprises, à toutes les réunions. Ça a quand même pris deux ans et demi, mais on y est. Nous les seniors, on est mis de côté. Quand on perd un emploi, on ne veut pas de nous derrière parce qu'on pense qu'on ne va pas être productif, et puis on n'est pas loin de la retraite, donc ce n'est pas intéressant d'investir avec nous. Mais depuis le 1^{er} mai, on y est, on a signé les contrats et on bosse. »

Anne-Marie, 61 ans

« Je cherchais du travail depuis 2016. Avant, j'étais aide-soignante mais j'ai eu un accident. J'ai dû me faire opérer de la cheville, je ne pouvais plus faire certaines choses. »

« J'ai entendu parler du Territoire Zé-



Les 18 premiers employés ont signé leur contrat le 30 avril. CDC DE MIMIZAN

ro chômeur longue durée par France Travail. Au départ, on croit qu'on va avoir du travail tout de suite, mais en fait non : il y a beaucoup de réunions, on se demande si ça va aboutir. Au bout de deux ans, je n'y croyais plus. Et puis finalement, je commence le 1^{er} juin. Je vais faire de l'accueil, des distributions de prospectus dans les commerces, plein de petites choses. »

A. Ch.